

---

# Compte rendu Synthétique de la Première réunion du Groupe Consultatif Zones Inondables du 3 Novembre 2020

---

## Liste des participants

- **STP COSTEA:** S. Bouarfa, B. Vennat, JP Venot, SM Seck, E. Meknassi V. Tanguy.
- **Porteurs de chantier :** S. Bleuze (et JP Venot).
- **Membres du groupe :** Q. Ballin ; E. Dressayre ; S. Elhadj ; O. Gilard ; A. Hoffman; S. Laloux ; R. Ducrot ; G. Rudi ; S. Thibault ; J. Tournebize ; H. Vidon.

## Introduction

- L'objectif de cette première réunion du groupe consultatif (GC) était de réunir les membres du CST (Conseil Scientifique et Technique) du COSTEA s'étant déclarés intéressés par l'Action Structurante Zones Inondables et de leur présenter l'état d'avancement des différents chantiers de l'action (description détaillée des zones d'études et résultats intermédiaires).
- Un rappel sur les GC du COSTEA a été fait. Le GC ne constitue pas un groupe de pilotage de l'action (assuré par le Secrétariat Technique Permanent (STP) du COSTEA) mais bien d'un groupe d'échange autour d'activités et de résultats validés par le STP. La contribution au GC se fait de façon volontaire. Un des objectifs de ce groupe consultatif pourrait être d'identifier des produits de valorisation commune auxquels les membres du GC pourraient contribuer.
- La réunion s'est tenue sur 3 heures par zoom.
- **Ce CR synthétise les principales remarques faites par les membres du GC** lors de la réunion sur la base des diverses présentations faites par les porteurs des différents chantiers. Les présentations des enjeux des zones d'études et l'état d'avancement des chantiers, ainsi qu'un enregistrement audio de la réunion sont disponibles en ligne sur l'espace collaboratif du COSTEA (<http://costea-collaboration.net/wakka.php?wiki=PagePrincipale>).

## Cadrage principal de l'étude (présentation JP. Venot)

- Le concept de vulnérabilité est utilisé dans le cadrage de l'étude mais il est important de clarifier ce que l'on entend par le terme, notamment vis-à-vis d'autres concepts tels que ceux de risque et d'aléa. Parle-t-on de vulnérabilité des systèmes agricoles, des systèmes irrigués, des populations de ces zones inondables ?

## Chantier Cambodge (présentation JP. Venot)

- Le contraste entre les dynamiques d'inondation dans la zone d'étude et la zone située juste au Sud du Vietnam est saisissant. Il est important de remettre les travaux de ce chantier dans cette perspective alors que la stratégie de contrôle de l'eau pour le développement de la riziculture au suivie au Vietnam dans les années 1990 et 2000 commence à être remise en question du fait notamment d'impacts toujours plus importants des inondations sur les zones urbaines du delta du Mékong.
- Il serait intéressant de se pencher sur la dimension de la « réglementation » dans les rapports de synthèse en cours d'élaboration et d'analyser les objectifs que différents acteurs peuvent attribuer aux zones inondables (dans le cadre d'approches territoriales). Quelles sont les institutions/organisations en charge de ces plaines inondables et quels objectifs (de gestion) leur assignent-on : développement agricole, épandage des crues, etc... Cette remarque a suscité une discussion sur le fait que les approches territoriales comme le concept de GIRE semblaient avoir peu de prise au Cambodge, encore moins dans cette zone aux contours flous et transfrontaliers.

### Plusieurs points sont soulevés par l'assemblée :

- Préciser la définition des « agriculteurs entrepreneurs » : il s'agit ici d'une acceptation assez large du terme « d'entrepreneur » pour désigner des petits agriculteurs (qui cultivent quelques hectares – une superficie élevée dans le contexte cambodgien) mais qui investissent significativement dans l'intensification des pratiques;
- Une grande partie des terres aujourd'hui cultivées dans la zone d'étude étaient, à la fin des années 1990, de la forêt inondée. La question foncière est discutée : est-ce que la régulation du foncier peut être un levier de conservation des écosystèmes naturels ;
- Le fait qu'il y ait un décalage entre les niveaux hydrologiques et les données pluviométrique est soulevé : cela s'explique par le fait que les dynamiques d'inondation semble fortement déterminées par le régime du Mékong plus que par les précipitations locales. L'impact des barrages chinois en amont sur le régime du Mékong est rappelé ;
- Une question sur l'analyse des résidus de pesticides est posée : la forte concentration dans les zones basses (*Boeung*) et le lessivage par les inondations sont discutés ;
- Une discussion relative à l'approche participative est menée tant sur les différents niveaux de cette approche (locale et nationale) que sur la pertinence de cette approche (remise en question par l'un des participants). L'intérêt de l'approche participative est réaffirmé et illustré, tout en précisant qu'un équilibre doit être trouvé pour appliquer la bonne dose de participation. L'intérêt de ces approches pour l'acceptation et l'appropriation des projets par les populations est rappelé.

## Chantier Equateur (présentation S. Bleuze)

- Un des enjeux central de la zone semble être le fait que l'aggravation des conséquences des inondations est fortement liée à un changement d'usage des sols suscité par un « sentiment » de

sécurité lié à la construction d'infrastructure dans l'amont du bassin versant. Ce changement d'usage des sols cause pourtant un changement du fonctionnement biophysique des sols (dynamiques de ruissellement, d'infiltration, etc.) qui se traduit par des inondations plus importantes et difficiles à prédire. Couplées à l'intensification du milieu, les conséquences négatives d'inondations sont plus importantes. Il s'agit là d'une classique illustration du « lock in » lié à la construction d'infrastructure « grises » (à savoir le fait que la construction d'infrastructure en appelle à toujours plus de construction pour limiter des risques dont l'ampleur ne cesse d'augmenter).

- La ville de Guayaquil est située en aval du bassin versant de la Daule et fortement sujette aux inondations. Le poids économique et politique de la ville peut constituer une « opportunité » en ce sens que la ville a les moyens et un intérêt pour appuyer la mise en place de mécanismes/dispositifs de gestion limitant les inondations qui ont également pour conséquence d'entraîner une détérioration de la qualité de l'eau utilisée à des fins domestiques et industrielles en ville.

**Plusieurs points sont soulevés par l'assemblée :**

- L'hydrologie est associée à l'hydrogéologie, mais l'hydrogéologie fait-elle vraiment partie de la problématique que ce soit sur ce terrain en Equateur que dans les autres terrains – Cambodge et Maroc? L'hydrogéologie n'intervient pas au niveau des inondations, mais la contribution des nappes peut être très importante durant la période des basses eaux. L'enjeu de la qualité des eaux souterraines est également important (usage domestique et agricole) ;
- L'importance de l'implication de la ville de Guayaquil dans les discussions est soulignée par rapport à la question spécifique de la constitution d'un fond de l'eau (mécanisme de solidarité ville/campagne). Ce fond de l'eau pourrait servir de sécurisation (assurance) pour les agriculteurs si leurs zones de culture servent de zones d'épandage des crues pour éviter les inondations urbaines....).

## Chantier Maroc (présentation JP. Venot)<sup>1</sup>

- Les plaines inondables sont, par définition, susceptibles à l'inondation et les acteurs savent qu'il y aura des années exceptionnelles durant lesquelles les acteurs ne pourront gérer les inondations qui entraîneront des pertes importantes. Il ne faut donc pas se limiter à étudier/comprendre les années exceptionnelles mais surtout essayer de comprendre le fonctionnement du système en année 'normale'. Les inondations sont une « donnée de base » des plaines inondables, la réflexion doit alors porter sur la question de « l'acceptabilité » des pertes que celles-ci entraînent en fonction de différents espaces ; cette acceptabilité pouvant notamment être définie en termes de probabilité et intensité des pertes liées aux inondations.
- Un travail important sur les *merjas* a d'ores et déjà été fait et il s'agit d'espaces peu connus par les institutions marocaines qu'elles soient en charge du développement agricole (Office) ou de la

---

<sup>1</sup> Le porteur du chantier Maroc (Guillaume Lacombe/CIRAD) était indisponible pour cette première réunion (mission de terrain).

gestion de l'eau (Agence). Il est important de valoriser ces travaux et de les présenter aux acteurs institutionnels. Cette présentation du rôle et fonctionnement des *merjas* pourrait constituer la première étape d'un processus de concertation à mener avec l'Office (ORMVAG) et l'Agence du Sebou.

- Les Agences de bassin sont dans une phase de définition de leurs documents stratégiques de planification des ressources en eau. Les activités de concertation mises en place dans le cadre du COSTEA pourraient avoir pour objectif de contribuer au développement de ces derniers, sur un point particulier, à savoir les modalités d'intégration/interaction entre infrastructures grises (canaux et drains) et infrastructures vertes (*merjas*) pour une meilleure gestion de l'espace dans la plaine du Gharb (quel rôle pour chaque sous espace, comment les optimiser pour des objectifs multiples : accélération, ralentissement des flux d'eau, épuration, développement agricole, etc.). Ce travail devra se mener en étroite collaboration avec l'Office qui pourrait porter ce sujet auprès de l'Agence. Dans ce sens, le COSTEA pourrait servir « d'expérience pilote » à la mise en place d'un dialogue Office-Agence.

**Plusieurs points sont soulevés par l'assemblée :**

- Une discussion des dynamiques d'inondation dans la zone du Gharb est sans doute trop large pour un projet de cette taille. A contrario, un focus sur les *merjas* et leur intégration dans le territoire semble un « focus » intéressant.
- En lien avec la discussion sur les phénomènes extrême, l'importance de « respecter » les fonctionnements naturels (équilibres géomorphologiques par exemple) contre lesquels la technologie (aménagements/ ingénierie) ne peut pas faire grand-chose est rappelée;
- La multifonctionnalité des *merjas* est rappelée : elles peuvent fonctionner comme des zones tampon par rapport aux écoulements ; leur rôle épuratoire des contaminants est aussi rappelé mais il faut alors s'intéresser et comprendre des indicateurs et phénomènes tels que le « temps de séjour » et la « vitesse d'écoulement » de l'eau.
- Les démarches de concertation peuvent être compliquées quand le rôle de chaque acteur n'est pas clair ou quand le poids d'un acteur donné est trop important (agroindustriels par exemple). Il existe cependant des méthodes pour gérer ce genre de situation.

## Remarques Transversales

- Dans chacune des zones d'études, l'on retrouve des agroécosystèmes particuliers particulièrement sujets aux inondations et dans lesquels la maîtrise de l'eau est partielle. Ces espaces appelés *Esteros* en équateur, *Merjas* au Maroc et *Boeung* au Cambodge procurent des services multiples et pourraient jouer un rôle important (qu'il s'agit de caractériser) dans une perspective d'aménagement intégré et durable.
- Les activités de concertation/participation ne doivent pas avoir pour objectif premier de « modéliser » et discuter les impacts de dynamiques d'inondations sur les territoires sur la base d'une connaissance fine du fonctionnement hydrologique de la zone d'étude (même si la compréhension hydrologique du système reste un objectif des chantiers). C'est plutôt sur la dimension « institutionnelle » que les activités de concertation doivent se concentrer :

identification des acteurs et de leurs priorités, définition de stratégie pour les impliquer, etc. En ce qui concerne la valorisation de ces activités de concertation, une attention particulière pourrait être portée aux dimensions « stratégiques » de la participation à savoir la façon de concevoir et mettre en place des activités de concertation « territoriale » avec de multiples acteurs (plutôt que sur les outils et/ou contenu de la concertation). Une capitalisation des expériences déjà menées sur 2 des terrains (Cambodge et Equateur) hors cadre COSTEA serait intéressante et devrait faire l'objet d'une première note de synthèse.

## Prochaines étapes

Une nouvelle réunion du groupe est envisagée au cours du deuxième trimestre 2021. Cette réunion pourra avoir pour objet de discuter les rapports de synthèse rédigés sur chaque zone et/ou le contenu et décision de la réunion projet « inter chantier » prévue début 2021 si celle-ci a pu se mener dans le contexte sanitaire actuel.